

Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen de mars 2013 de la situation économique et monétaire.

Premier trimestre 2013

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec des entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui rendent compte de l'appréciation des entreprises, constituent une source d'informations précieuse pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats des entretiens menés en janvier et en février 2013 sont résumés ci-après. Au cours de ces entrevues, 238 représentants de différentes branches économiques se sont exprimés sur la situation actuelle et future de leur entreprise et sur l'évolution de la conjoncture. Les entreprises sont sélectionnées de façon à refléter la structure sectorielle de la Suisse. La valeur de référence est le PIB, agriculture et services publics exclus. La sélection d'entreprises varie d'un trimestre à l'autre.

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Jean-Pierre Jetzer
Aline Chabloz
Markus Zimmerli

Résumé

Selon les résultats de l'enquête, l'activité économique a retrouvé de sa vigueur au premier trimestre 2013. Cette évolution s'explique essentiellement par l'amélioration de la marche des affaires dans l'industrie et – de manière légèrement moins marquée – dans les services.

Les disparités entre secteurs se sont encore atténuées. L'industrie d'exportation a constaté un nouvel affaiblissement de la demande, notamment celle provenant des pays du Sud de l'Europe. En revanche, la conjoncture favorable dans d'autres régions du monde et en Suisse a eu des effets stimulants. De nombreux interlocuteurs ont de nouveau souligné l'importance du cours plancher.

La pression sur les marges s'est maintenue, mais de façon plus modérée. Beaucoup de mesures mises en œuvre par les entreprises pour optimiser les processus, réduire les coûts et accroître la productivité commencent à porter leurs fruits. La demande de main-d'œuvre est restée dans l'ensemble inchangée par rapport au trimestre précédent.

Les perspectives de progression des chiffres d'affaires en termes réels pour les prochains mois se sont de nouveau améliorées dans tous les secteurs. La demande de personnel devrait légèrement augmenter.

L'évolution de la situation en Europe continue de susciter une inquiétude latente, mais un peu moins forte qu'au trimestre précédent.

1 Marche des affaires

Industrie

La marche des affaires dans l'industrie manufacturière s'est améliorée. Les chiffres d'affaires réels ont progressé non seulement par rapport au trimestre précédent, mais aussi, de façon sensible, en comparaison annuelle. Une amélioration globale de la situation depuis la dernière enquête se constate dans de nombreuses branches.

Outre l'industrie chimique, l'horlogerie, le secteur des équipements électriques et l'industrie alimentaire – dont les chiffres d'affaires avaient déjà progressé au trimestre précédent –, les entreprises de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie des matières plastiques et de l'industrie textile ont également fait état d'une marche des affaires plus favorable. Dans l'industrie des machines, les chiffres d'affaires réels sont restés stables par rapport au trimestre précédent; ils ont en revanche reculé dans la métallurgie.

Pour les entreprises exportatrices, la récession dans les pays d'Europe du Sud s'est de nouveau traduite par un recul des ventes, voire un tarissement de la demande provenant de cette région. Par ailleurs, les efforts d'économies dans le secteur public se sont fait particulièrement sentir. Par contre, la demande provenant d'Asie, des Etats-Unis, d'Amérique du Sud, des pays arabes et de Russie ainsi que la demande intérieure ont eu un effet stimulant.

Construction

Dans la construction, les chiffres d'affaires réels ont stagné au niveau atteint au trimestre précédent. Ils restent néanmoins nettement plus élevés qu'un an auparavant. La persistance d'une conjoncture favorable dans ce secteur, les conditions météorologiques plus avantageuses et le besoin de rattrapage qui subsistait depuis l'année passée ont stimulé la marche des affaires. Certaines entreprises envisagent à présent d'intensifier leurs activités.

Le second œuvre a connu une évolution vigoureuse. Dans le génie civil, en revanche, les chiffres d'affaires ont été légèrement inférieurs à ceux du quatrième trimestre 2012, notamment en raison du fait que de nombreux projets de grande envergure ont été menés à terme. Dans la construction d'immeubles industriels et artisanaux, l'activité est restée modérée, contrairement à ce qui était le cas dans la construction de logements.

Quelques interlocuteurs ont évoqué les risques pesant sur le marché immobilier; certains ont désigné les investisseurs institutionnels comme étant les principaux moteurs de la croissance de la construction de logements et de la dynamique des prix. Dans certains segments – tels que la location d'appartements de luxe dans les villes –, l'offre excédentaire a cependant entraîné des baisses de

prix. Les représentants des entreprises n'ont pas particulièrement évoqué la politique des banques en matière de crédits. Certains signalent une plus grande retenue des banques dans l'octroi de prêts hypothécaires.

Services

Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires réels du secteur des services ont affiché une légère progression en comparaison trimestrielle et une augmentation un peu plus marquée en comparaison annuelle. La situation s'est encore améliorée depuis la dernière enquête.

La marche des affaires a connu une évolution dynamique dans les secteurs du voyage et des technologies de l'information, ainsi que dans les services liés à la gestion et à l'entretien des bâtiments. Elle a enregistré une nouvelle amélioration dans le commerce de détail. Si le tourisme d'achat dans les pays voisins est toujours une source d'inquiétude, les interlocuteurs l'ont nettement moins souvent mentionné. Du côté des banques et du commerce de gros, la marche des affaires n'a progressé que légèrement par rapport au trimestre précédent. Plusieurs branches ressentent les effets des efforts déployés par les banques pour réduire leurs frais d'exploitation.

Dans l'hôtellerie, les chiffres d'affaires se sont maintenus au niveau enregistré le trimestre précédent. Les hôtels situés dans les zones de villégiature ont de nouveau déploré la faible fréquentation d'hôtes européens, notamment en provenance d'Allemagne, des Pays-Bas et de Grande-Bretagne.

2 Utilisation des capacités de production

Dans l'ensemble, les entreprises interrogées ont estimé que le taux d'utilisation des capacités de production et de l'infrastructure était normal. Les différences entre les secteurs se sont encore estompées. Au sein des secteurs, l'utilisation des capacités est toutefois restée très hétérogène.

Dans l'industrie manufacturière, elle a été globalement jugée un peu plus faible qu'à l'accoutumée. Elle a été plutôt élevée chez les fabricants d'équipements électriques, dans la construction automobile et dans le secteur pharmaceutique. Dans l'industrie des machines et la métallurgie, le taux d'utilisation a été faible, voire très faible. Les représentants de l'industrie de transformation des matières plastiques et des industries de l'imprimerie et du papier ont signalé eux aussi une sous-utilisation des capacités.

L'utilisation des capacités techniques dans la construction a été de nouveau légèrement plus intense qu'elle ne l'est habituellement à cette période de l'année. Les entreprises du bâtiment et du second œuvre ont fait état d'une utilisation des capacités plutôt élevée, tandis que les entreprises du génie civil ont signalé une sous-utilisation.

Dans le secteur des services, le taux d'utilisation de l'infrastructure a été normal dans l'ensemble. Il est resté plutôt élevé dans les bureaux d'architectes et d'ingénieurs ainsi que chez les prestataires de services dans la gestion de bâtiments. La branche automobile et le secteur des technologies de l'information ont eux aussi constaté un taux relativement haut. En revanche, il est resté faible dans l'hôtellerie; les raisons invoquées sont le nombre toujours faible de touristes étrangers, une sensibilité accrue aux coûts de la part des entreprises et la restructuration du secteur bancaire. Une légère reprise est toutefois perceptible du côté des voyages d'affaires; dans certaines régions, un retour des touristes allemands a été signalé. La forte demande provenant des hôtes suisses a également eu des répercussions positives sur l'utilisation des capacités.

3 Demande de main-d'œuvre

Comme aux trimestres précédents, la demande de main-d'œuvre est restée pratiquement inchangée dans l'ensemble. Dans l'industrie manufacturière, les entreprises interrogées ont de nouveau jugé le niveau de leurs effectifs légèrement trop élevé. Elles ont continué de mener une politique de personnel prudente. Les postes devenus vacants à la suite de départs naturels sont rarement repourvus; néanmoins, le chômage partiel n'a guère été évoqué. Dans certaines entreprises, des mesures telles que l'allongement de la durée de travail pour le même salaire ont été levées au début de l'année. Les entreprises de l'industrie pharmaceutique et les fabricants d'instruments de précision, en particulier, ont jugé leurs effectifs conformes à leurs besoins.

Dans la construction, les entreprises ont globalement considéré leurs effectifs comme adéquats; alors qu'ils ont été estimés plutôt justes dans le second œuvre, ils étaient un peu trop élevés dans le génie civil. La main-d'œuvre qualifiée est toujours très recherchée, mais les difficultés de recrutement se sont légèrement atténuées dans l'ensemble.

Dans le secteur des services, le niveau des effectifs s'est globalement révélé adéquat. Les bureaux d'architectes et d'ingénieurs ainsi que les entreprises du secteur des technologies de l'information ont fait état de besoins de recrutement plutôt élevés. Après avoir enregistré un sureffectif au trimestre précédent, l'hôtellerie a signalé un niveau adéquat. Les banques et les fiduciaires ont jugé leurs effectifs un peu trop importants.

Selon les entreprises interrogées, le recrutement a nécessité au total à peu près autant d'efforts et de temps qu'à l'accoutumée. Certaines ont constaté une nette augmentation des candidatures spontanées, notamment celles émanant de l'étranger. Le nombre de candidats ayant répondu aux offres d'emploi s'est nettement accru. Comme auparavant, les demandeurs d'emploi correspondent toutefois rarement aux profils demandés par les entreprises. De nombreuses branches ont de nouveau indiqué qu'elles ne parviennent à trouver le personnel recherché qu'à l'étranger. Pour les entreprises de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, mais aussi pour les représentants du commerce de détail, les banques et certaines entreprises de l'industrie pharmaceutique, le recrutement s'est avéré plutôt moins ardu que d'habitude. En revanche, les assurances et les entreprises du secteur des technologies de l'information ont jugé le recrutement un peu plus difficile que d'ordinaire.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

Dans l'ensemble, l'appréciation relative aux marges s'est légèrement améliorée par rapport au trimestre précédent, et ce dans tous les secteurs. Les entreprises de l'industrie et des services ont de nouveau jugé les marges plus faibles qu'à l'accoutumée, tandis que les représentants du secteur de la construction ont estimé qu'elles étaient au même niveau que d'habitude. Les entreprises sont toujours contraintes d'optimiser les coûts et d'accroître leur productivité. Elles prospectent assidûment le marché à la recherche de nouveaux débouchés, de produits inédits et d'autres segments de clientèle. Nombre d'entre elles tentent de se démarquer de la concurrence en offrant des prestations de services supplémentaires.

Dans tous les secteurs de l'économie, les entreprises ont été nombreuses à souligner l'importance capitale qu'a eue le cours plancher pour l'euro pour leur entreprise au cours des 18 derniers mois. Dans les trois secteurs, elles prévoient désormais, en moyenne, des prix d'achat stables ou en légère hausse pour les prochains mois.

Les représentants de l'industrie manufacturière ont de nouveau abordé la question de la pression exercée sur les marges bénéficiaires. Si de très nombreuses branches sont concernées, les plus touchées sont cependant la métallurgie et l'industrie des machines ainsi que l'industrie de transformation du bois, du papier et des matières plastiques. Pour la construction automobile et l'industrie textile, la situation s'est aussi avérée plutôt défavorable. Les entreprises de l'industrie pharmaceutique ont quant à elles jugé que leurs marges correspondaient au niveau habituel. La problématique des cours de change n'est plus aussi préoccupante pour les entreprises industrielles, mais reste un enjeu important.

Dans la construction, les marges ont été inférieures à leur moyenne principalement dans le génie civil; elles ont été jugées normales dans le bâtiment et un peu plus élevées qu'à l'ordinaire dans le second œuvre. La présence sur le marché d'entreprises venant d'autres régions ou de l'étranger a été remarquée, depuis peu, également dans le secteur principal de la construction. Les interlocuteurs s'attendent tout de même à ce que les prix de la construction augmentent plus fortement que les prix d'achat, ce qui devrait se traduire par une nouvelle amélioration des marges.

Dans le secteur des services, la plupart des branches ont été confrontées à des marges inhabituellement faibles. De nouveau, ce sont les entreprises de l'hôtellerie, de transport et de logistique, les banques ainsi que le commerce de gros et de détail qui ont le plus souffert de cette situation. Selon les représentants du secteur des transports, la surcapacité enregistrée actuellement dans leur branche constitue la cause principale de l'effondrement des prix. Les marges des entreprises du secteur des technologies de l'information et des assurances se situaient au même niveau que d'habitude. Les agents immobiliers ont fait état de marges supérieures à leur moyenne à long terme.

5 Perspectives

Les incertitudes concernant l'avenir se sont nettement atténuées depuis la dernière enquête. S'agissant des risques présents à l'échelle internationale, les craintes liées à une résurgence de la crise de la dette souveraine en Europe continuent de prédominer, mais de façon moins marquée. Par ailleurs, la morosité des perspectives conjoncturelles en Europe alimente une certaine inquiétude. En revanche, les entreprises sont optimistes quant à l'évolution de la demande provenant d'autres parties du monde.

Les chiffres d'affaires attendus pour les six prochains mois dans les trois secteurs sont même un peu plus positifs qu'au trimestre précédent. Cela se reflète également dans les plans d'embauche, les entreprises tablent sur une légère augmentation de leurs effectifs pour les six mois à venir.

Dans l'ensemble, les perspectives concernant la marche des affaires des entreprises de l'industrie manufacturière se sont de nouveau améliorées par rapport au premier trimestre. Les représentants de presque toutes les branches s'attendent à des chiffres d'affaires en légère hausse pour les six prochains mois. Les entreprises de la métallurgie, quant à elles, prévoient une stagnation. Les représentants de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie chimique, de l'industrie de transformation des matières plastiques et de l'industrie textile sont très confiants dans l'avenir.

Dans la construction, les chiffres d'affaires – en données corrigées des variations saisonnières – ainsi que l'utilisation des capacités de production devraient s'accroître légèrement au cours des prochains mois. La branche se montre particulièrement optimiste et ne s'attend pas à un ralentissement notable au cours de l'année. En ce qui concerne l'emploi, une légère croissance est escomptée.

Dans le secteur des services, les entreprises interrogées tablent, dans l'ensemble, sur une évolution positive des affaires pour les six prochains mois. Désormais, toutes les branches prévoient des chiffres d'affaires en légère hausse. L'hôtellerie, en particulier, a nettement plus confiance dans l'avenir qu'au trimestre précédent. Dans l'automobile et le commerce de gros, les perspectives se sont elles aussi améliorées. Dans les services, les entreprises s'attendent à une légère augmentation du taux d'utilisation des capacités de production et des effectifs au cours des prochains mois.

Dans les trois secteurs, les plans d'investissement des entreprises en biens d'équipements et en constructions devraient rester plus ou moins à leur niveau actuel. Cela s'explique davantage par une certaine prudence de la part des entreprises que par leur appréciation de l'évolution conjoncturelle.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Droits d'auteur/Copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2013

Conception

Weiersmüller Bosshard Grüniger WBG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)44 631 32 84; fax: +41 (0)44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

Langues

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).

Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français:
www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand:
www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais:
www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)

Internet

www.snb.ch